



CODE DE PROCEDURE

Constitue une infraction de nature à justifier la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire, toute action ou abstention aux obligations légales, réglementaires et statutaires, ou découlant des principes généraux du droit qui s'imposent à une personne eu égard à sa qualité de licenciée.

I.- LA SAISINE

Il incombe, au Président de la commission de discipline ou au représentant de la Fédération ou de la Ligue chargé de l'instruction, de procéder à tous les actes d'information qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité et à la mise en ordre du dossier, tant sur le plan administratif que sur le plan juridique.

Sur le plan administratif :

Pour qu'un dossier disciplinaire soit en ordre, il faut notamment qu'il contienne un document rapportant clairement les faits, que les identités des prévenus et des témoins soient bien précisées et qu'éventuellement les pièces à conviction soient annexées :

- Le document rapportant les faits constitue la pièce fondamentale du dossier. Ce peut être, soit un rapport d'arbitre, soit un procès-verbal de jury d'un concours, soit un rapport d'administrateur, soit encore une plainte écrite d'un dirigeant, d'un licencié, ou même d'une personne étrangère à toute activité sportive (*un document anonyme ne peut, cela va sans dire, déclencher une affaire disciplinaire*). Ce document de base doit non seulement exposer les faits avec la plus grande rigueur mais encore les mettre en situation, c'est-à-dire, les rétablir dans leur contexte, afin que la matérialité de l'infraction ne puisse faire aucun doute.

F.F.P.J.P.

- Ce document doit aussi donner l'identité exacte des prévenus et des témoins. Il ne s'agit pas seulement de leur identité civile avec nom, prénoms et adresse mais encore de leur identité sportive avec l'indication des associations auxquelles ils appartiennent et les références de leurs licences.
- Enfin, si l'infraction rapportée a donné lieu à la saisie de pièces à conviction (licences falsifiées, boules truquées etc...) il est essentiel que la saisie soit mentionnée sur le document de base et que les pièces à conviction soient jointes au dossier.

Sur le plan juridique :

Pour qu'un dossier soit en ordre, il suffit que la compétence de la commission de discipline soit établie et que **l'auteur soit un licencié de la Fédération Française de Pétanque & Jeu Provençal.**

Après avoir été complété et mis en ordre comme indiqué ci-dessus, le dossier est alors examiné par le Président du Comité Directeur (Comité, Ligue, Fédération) qui, après avoir recueilli l'avis du Président de la commission de discipline, décide s'il y a lieu ou non de saisir la commission de discipline.

Si le Président du Comité Directeur (Comité, Ligue, Fédération) décide d'engager des poursuites disciplinaires, le Président établit l'acte d'engagement des poursuites disciplinaires sur papier à entête de l'instance concernée (Comité, Ligue, Fédération) dûment daté et signé. **Cet acte vaut saisine de la commission de discipline.**

Si, au contraire, le dossier présenté ne lui paraît pas suffisant, il prescrit un supplément d'enquête et fixe la mission du ou des enquêteurs et les délais dont ils disposent pour faire rapport, avant qu'une décision soit prise quant à l'opportunité ou non d'engager les poursuites.

En tout état de cause, le Président du Comité Directeur (Comité, Ligue ou Fédération), ou une personne habilitée par ses soins, devra engager les poursuites disciplinaires **au plus tard le SOIXANTIEME JOUR SUIVANT LES FAITS** sur papier à entête de l'instance concernée, daté et signé. Cet acte vaut saisine de la commission de discipline.

Dans tous les cas, le refus d'engagement des poursuites doit être précisément motivé par le Président (du Comité, de la Ligue ou de la Fédération) lors de la plus proche réunion du Comité Directeur.

II.- LES CONVOCATIONS

Les convocations doivent être expédiées, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai qui permet aux prévenu(s) et témoin(s) d'être avisés au minimum **QUINZE JOURS FRANCS** avant la date de l'audience (le cachet de la poste faisant foi) ou par tout moyen permettant de faire la preuve de sa réception par le destinataire (remise par voie d'huissier, en main propre contre décharge...)

En outre, pour être régulière, la convocation doit être motivée en droit et en fait, c'est-à-dire :

- préciser la date, l'heure et le lieu de l'audience,
- mentionner la qualité de prévenu ou de témoin dans l'affaire.
- exposer clairement les faits reprochés, l'infraction poursuivie, la sanction s'y rapportant dans la codification des sanctions.

Elle doit, en effet, être suffisamment explicite pour que son destinataire soit parfaitement informé de l'affaire au sujet de laquelle il est invité à comparaître ou à déposer et puisse ainsi préparer sa défense ou son témoignage.

L'envoi des convocations peut être indifféremment confié soit au Président de la commission de discipline soit à tout membre habilité.

Les prévenus :

Pour qu'un prévenu puisse être jugé contradictoirement, point n'est besoin qu'il soit présent à l'audience ; il suffit qu'il ait été convoqué régulièrement c'est-à-dire que la lettre de convocation motivée lui soit parvenue dans un délai d'au moins quinze jours francs avant la date fixée pour l'audience.

Il est donc très important qu'en cas de contestation, la commission de discipline puisse produire la preuve que ce délai impératif de quinze jours francs a bien été respecté.

Or, l'un des moyens les plus sûrs et les plus commodes pour y parvenir est certainement l'avis de réception d'une lettre recommandée.

C'est pourquoi, il est conseillé que les lettres de convocation des prévenus soient envoyées par ce moyen. Il va sans dire qu'un double de chaque lettre de convocation, avec son avis de réception, doit être annexé au dossier.

Les témoins :

Les témoins dont l'audition est souhaitée sont convoqués de la même manière que les prévenus.

S'il advient que, lors de leur audition, des éléments à charge sont révélés à l'encontre de témoins, il appartiendra au secrétaire de séance de les noter avec précision afin de permettre à la commission de discipline d'en référer au Président du Comité Départemental qui appréciera l'opportunité d'engager de nouvelles poursuites à leur encontre.

III.- L'AUDIENCE

Le Président de la commission de discipline est investi d'un pouvoir discrétionnaire, sans lequel l'accomplissement de sa mission risquerait d'être compromise.

C'est grâce à ce pouvoir qu'il va pouvoir régler tout incident qui viendrait à se produire en cours d'audience, y compris les incidents contentieux, et qu'il va pouvoir également prendre en son âme et conscience, toutes les mesures utiles à la découverte de la vérité.

Il pourra donc, s'il l'estime opportun, décider d'entendre toute personne ou de se faire présenter toute(s) nouvelle(s) pièce(s) qui lui paraîtrait utiles à la manifestation de la vérité, et reporter éventuellement pour ce faire, la suite des débats à une audience ultérieure.

Feuille de présence :

La tenue d'une feuille de présence est indispensable pour établir, la régularité de la composition de la commission qui siège, la présence ou l'absence des personnes convoquées (membres de la commission, prévenu et témoin) dont dépend la procédure adoptée en fonction de la présence ou de l'absence du prévenu (contradictoire ou par défaut).

Tenue sous la responsabilité du secrétaire de séance, elle doit également éviter qu'un administrateur ayant siégé en première instance ne soit désigné pour siéger en appel.

L'assistance ou représentation du prévenu :

- Pour qu'un prévenu puisse se faire assister (**d'une à trois personnes de son choix**), il faut que la procédure soit contradictoire.
- Pour qu'un prévenu puisse se faire représenter, il faut qu'il soit présent à l'audience ou qu'il ait préalablement et par écrit demandé à être jugé en son absence ; en ce cas, il ne peut être représenté que par un avocat.

Par contre, lorsqu'un prévenu non comparant ni excusé est jugé contradictoirement, son défenseur ne saurait être entendu. Cette dernière disposition est empruntée au code pénal.

S'il ne parle pas ou ne comprend pas suffisamment la langue française, un prévenu peut se faire assister d'une personne capable de traduire les débats.

Les auditions :

A seule fin de ne pas avoir à le faire à plusieurs reprises, le Président de la commission expose en début de séance à l'ensemble des intéressés (*membres de la commission, prévenus, avocats, témoins, ...*) les faits et le déroulement de la procédure. Lorsqu'un représentant de la Fédération a été chargé de l'instruction, c'est à lui de présenter oralement son rapport.

Ensuite, les grands principes adoptés sont directement inspirés des dispositions en vigueur en matière pénale.

La séance est donc ouverte par le Président en présence des membres de la commission de discipline et du seul prévenu assisté ou représenté. Après un bref rappel des faits, et, avant même de procéder à l'audition des témoins, le Président interroge le prévenu et reçoit ses déclarations. Les membres de la commission et les défenseurs peuvent poser des questions au prévenu, sur autorisation du Président. Pendant cette procédure aucun témoin ne doit se trouver dans la salle d'audience.

Les témoins déposent ensuite séparément. Ils déposent oralement et ne peuvent s'aider de notes ou de documents sans l'autorisation du Président. Après chaque déposition, le Président pose au témoin les questions qu'il juge utiles et autorise éventuellement que lui soient posées des questions par les membres de la commission ou le défenseur. Après sa déposition le témoin se retire, à moins que le Président n'en décide autrement.

Les confrontations décidées par le Président sont toujours possibles.

Le Président peut toujours, à la demande des membres de la commission, du prévenu ou de son défenseur, ordonner qu'un témoin se retire de la salle d'audience après sa déposition, pour y être à nouveau entendu, s'il y a lieu, après d'autres dépositions, avec ou sans confrontation. Au cours des débats, le Président fait, si nécessaire, présenter les pièces à conviction au prévenu et aux témoins et reçoit leurs observations à leur sujet.

Avant de clore les débats, le Président donne une dernière fois la parole au prévenu et à son défenseur, le cas échéant.

La décision de la commission :

Après clôture des débats, les membres de la commission se réunissent, à huit clos, pour délibérer et décider de la sanction à appliquer. Leur décision prise, la sanction n'est pas rendue à l'audience, mais notifiée selon les modalités fixées aux articles 11, 15b, 16 et 17 du Code de Discipline et sanctions.

Le compte-rendu d'audience :

Le secrétaire rapporteur tient note du déroulement des débats et principalement des déclarations des témoins et des réponses du prévenu. Il utilise les notes ainsi prises pour la rédaction du compte-rendu d'audience qui doit constituer un résumé succinct mais sûr et précis des débats. Il peut être utilisé pour engager de nouvelles poursuites. Il complète le formulaire de suivi du dossier.

IV.- LA SANCTION

Le Code de discipline : « Codification des sanctions »

Le Code applicable pour la qualification et la sanction des infractions est établi par la Fédération Française de Pétanque & Jeu Provençal, dont la modification ne relève que de l'échelon fédéral.

En conséquence, la commission de discipline doit le respecter scrupuleusement en ce qui concerne les infractions qui s'y trouvent qualifiées, en tenant compte du barème des sanctions.

Bien que le Code de discipline ne le précise pas, il va de soi que les complices d'une infraction doivent encourir les mêmes sanctions que les auteurs principaux. Or, sont des complices, tous ceux qui ont aidé les auteurs de l'infraction dans la préparation ou la commission de l'infraction, ou encore qui s'y sont associés d'une façon incidente voire passive.

La sanction principale :

La sanction n'a pas pour unique but de punir et châtier le coupable. Elle doit également produire un certain effet préventif, car elle doit servir de leçon, non seulement à l'individu poursuivi (c'est la prévention spécialisée qui concourt à éviter la récidive) mais encore aux autres (c'est la prévention générale).

Pour atteindre ce double but, la commission de discipline dispose d'une échelle de peines et des sanctions annexes contenues dans le document intitulé « codification des sanctions ».

Les causes atténuantes :

Les causes d'atténuation de la sanction normalement encourue dont dispose la commission de discipline, sont les excuses atténuantes et les circonstances atténuantes.

Parmi les excuses atténuantes admises en droit pénal, seules les excuses de provocation et de minorité trouvent une application en matière disciplinaire.

F.F.P.J.P.

La première pourra être invoquée, par exemple, en cas d'infractions pour « voies de faits » ; Quant à la seconde, elle sera appliquée aux titulaires d'une licence « benjamin » « minime » et « cadet » et pourra être éventuellement retenue en faveur des titulaires d'une licence « junior ».

Quant aux circonstances atténuantes, elles sont laissées à l'appréciation de la commission qui dispose d'une totale liberté pour retenir une circonstance atténuante qu'elle n'est pas tenue de préciser dans la décision :

- Ce peut être une circonstance extérieure à l'infraction, telle que : le faible préjudice causé, la simple tentative, un fâcheux concours de circonstances etc...
- Ce peut être aussi une circonstance postérieure à l'infraction, comme la réparation du préjudice commis.
- Ce peut être enfin une circonstance psychologique personnelle à l'auteur telle que son tempérament, son caractère, son éducation, un mobile louable, le repentir etc...

Les circonstances atténuantes ont un caractère général, c'est-à-dire qu'elles sont applicables à tous les prévenus et à toutes les infractions. Elles affectent la culpabilité du délinquant mais non la gravité de l'infraction.

Les causes aggravantes :

En matière disciplinaire, les principales circonstances aggravantes sont la réitération d'infractions, le concours réels d'infractions et la récidive.

Les sanctions annexes :

Les sanctions annexes sont des sanctions qui, dans le cas de certaines infractions, viennent s'ajouter à la sanction principale. Elles se classent en deux catégories : les sanctions accessoires et les sanctions complémentaires :

➤ *Les sanctions accessoires :*

Cette dénomination est réservée à celles qui sont attachées automatiquement à certaines sanctions principales, de sorte qu'elles suivent celles-ci même si la commission de discipline ne les a pas prononcées expressément.

➤ *Les sanctions complémentaires :*

Si les sanctions accessoires sont automatiques et n'ont pas besoin d'être prononcées par la commission de discipline, les sanctions complémentaires doivent être prononcées par la commission de discipline, qu'elles soient obligatoires, comme le remboursement de sommes indûment perçues, ou facultatives comme la sanction administrative (1) Ces sanctions, qui elles aussi s'ajoutent à la sanction principale, ne sont pas automatiques.

(1) interdiction de faire partie d'un organisme officiel, Comité, Association, Jury, Arbitrage

V.- LE SURSIS :

La notion de sursis :

Le sursis est la faculté donnée à la commission de discipline d'ordonner, dans certaines conditions, qu'il sera sursis partiellement ou en totalité à l'exécution de la sanction qu'elle prononce, sursis qui se transformera finalement en dispense définitive d'exécution si le sanctionné ne commet pas d'autre infraction révoquant cette faveur pendant la durée de mise à l'épreuve fixée à trois ans.

La révocation du sursis n'étant plus possible au-delà du délai de mise à l'épreuve fixé à trois ans, la durée d'une sanction avec sursis ne peut donc être supérieure à ces trois ans.

Le but essentiel du sursis est de constituer pour le coupable un avertissement salutaire et de prévenir la récidive par l'effet d'intimidation obtenu par une simple menace de sanction.

En outre, la dispense d'exécution de la sanction dont bénéficie le coupable n'est pas immédiatement définitive, mais subordonnée à une bonne conduite de sa part pendant un délai d'épreuve, ce qui doit contribuer à le ramener dans le droit chemin. En conséquence, si l'individu rechute pendant ce délai et se montre indigne de la confiance qu'on lui a faite, la révocation du sursis va l'obliger à exécuter cumulativement la sanction qui en avait été assortie et la nouvelle sanction prononcée, laquelle peut être éventuellement fixée selon les règles de la récidive.

Le domaine d'application du sursis :

Une décision de sursis ne peut être accordée qu'aux conditions suivantes :

Le sursis n'est ouvert qu'à certains coupables

Seul le coupable d'occasion peut bénéficier du sursis, c'est-à-dire être dispensé par la commission de discipline de l'exécution de la sanction qui a été prononcée.

Or, pour être considéré comme coupable d'occasion, au regard de la réglementation disciplinaire, il n'est pas nécessaire de n'avoir jamais été sanctionné : il faut et il suffit de n'avoir pas subi, au cours des trois années **à compter de l'expiration de la sanction ferme**, de sanctions de suspension ou de radiation. Il ne s'agit donc pas uniquement des coupables véritablement primaires mais il n'est pas tenu compte des sanctions antérieures à la période de trois ans, ni des sanctions telles que l'avertissement, le blâme et la radiation, ni même des sanctions de suspensions amnistiées. Seule une sanction de suspension, pendant cette période de trois ans, aussi faible soit elle, met obstacle à l'octroi du sursis.

Le sursis n'est applicable qu'à certaines sanctions

Le sursis, en effet, ne s'applique qu'aux sanctions de suspension. Il ne s'applique donc pas à l'avertissement, au blâme et à la radiation.

Le sursis peut être accordé quelle que soit l'infraction

Il suffit que la sanction applicable à l'infraction soit susceptible de sursis, c'est-à-dire qu'elle soit une sanction de suspension.

Les effets du sursis

On peut résumer les effets du sursis en disant que c'est une sanction disciplinaire à exécution conditionnelle qui sera effacée par l'expiration sans incident d'un délai d'épreuve.

La sanction avec sursis est une sanction disciplinaire

Le sursis ne suspend pas la sanction, mais seulement son exécution. Par conséquent, une sanction avec sursis compte pour la récidive.

C'est une sanction à exécution conditionnelle

L'exécution de la sanction affectée du sursis est assortie d'une condition suspensive : L'exécution ne deviendra effective, que si la conduite de l'intéressé pendant le délai d'épreuve, entraîne la révocation du sursis.

Le délai d'épreuve

La sanction avec sursis dispense le coupable de l'exécution de la sanction prononcée. Toutefois, cette dispense ne devient définitive que si le coupable, pendant une période de trois ans, appelée délai d'épreuve, ne commet aucune faute entraînant la révocation du sursis. Le point du départ du délai d'épreuve de trois ans est :

- pour une sanction ferme – le jour de la fin de la peine ferme
- pour une sanction ferme accompagnée d'une période de sursis – le jour de la fin de la peine ferme
- pour une sanction avec sursis – le jour de la fin de la sanction

La révocation du sursis

Le sursis est révoqué si, pendant le délai d'épreuve de trois ans, le coupable commet une nouvelle infraction entraînant une sanction de suspension.

Par conséquent, l'avertissement comme le blâme ne révoquent pas le sursis.

Il faut encore que la nouvelle infraction ait été commise **après que la première soit devenue définitive, c'est-à-dire qu'elle ait fait l'objet d'une décision non susceptible d'appel**, sinon il y a ce qu'on appelle en droit pénal « *concours réel d'infractions* » et application de la règle du « *non cumul* » qui entraîne la confusion des peines. Dans ce cas, la plus forte des deux sanctions encourues sera seule prononcée.

La révocation du sursis confirme donc définitivement la sanction avec tous ses effets. Une fois le délai d'appel de la décision révocatoire expiré, le coupable subit successivement la première, puis la seconde sanction.

La dispense de révocation

Il s'agit d'une disposition empruntée à la législation pénale et destinée à permettre une meilleure individualisation de la sanction. **Elle permet à la commission de discipline, si elle le juge bon, de décider que la seconde sanction prononcée n'entraîne pas, comme il est de règle, la révocation du sursis accordée pour la première.**

La dispense de révocation, comme le sursis, constitue une faveur de sorte que la commission n'est pas tenue d'en faire bénéficier le coupable. Toutefois, dans ce cas, la commission doit motiver sa décision de dispense de révocation.

Enfin, **en l'absence d'une telle décision**, l'intéressé qui est en train de subir sa première sanction, dont le sursis se trouve révoqué, peut solliciter le bénéfice de la dispense de révocation qui lui permettrait de n'exécuter que la seconde sanction.

C'est une sanction qui sera effacée par l'expiration sans incident du délai d'épreuve. Une fois le délai de trois ans écoulé sans qu'une sanction révocatoire ait été prononcée, la dispense d'exécution devient définitive, par défaillance de la condition suspensive.

L'octroi du sursis

Même lorsque toutes les conditions réglementaires sont réunies la commission de discipline n'est nullement tenue de faire bénéficier le coupable du sursis.

Le sursis n'est jamais un droit, il n'est même pas une mesure naturelle lorsque l'indulgence paraît s'imposer. La commission apprécie s'il y a lieu d'ordonner le sursis en fonction de la personnalité du fautif, de son milieu social, etc....

Avec les circonstances atténuantes, le sursis constitue une manifestation des pouvoirs considérables confiés à la commission de discipline pour parvenir à une adaptation aussi poussée que possible de la sanction à la personnalité du coupable.

Lorsque la commission ordonne le sursis, il est prescrit à son Président d'adresser un avertissement particulier et solennel au coupable pour l'informer des effets de la mesure en cas de rechute. Cet avertissement peut être adressé en même temps que la notification de la sanction.

VI.- LA RECIDIVE :

En matière disciplinaire, comme en droit pénal, la récidive suppose que le délinquant, après avoir été sanctionné pour une première infraction, en a commis une seconde.

Elle se situe donc, elle aussi, non pas dans l'hypothèse d'une infraction unique, mais dans celle d'une pluralité d'infractions ; d'où la confusion possible avec la réitération d'infractions et le concours réel d'infractions.

Définition

Il y a récidive, lorsqu' après une première sanction devenue définitive, c'est-à-dire non susceptible de voies de recours, l'auteur commet une nouvelle infraction qui, étant donné sa nature ou le délai écoulé dans l'intervalle, réalise les conditions de la récidive disciplinaire.

Eléments de la récidive

Le premier terme

Pour qu'il y ait récidive, il faut en premier lieu, une sanction définitive qui constitue le premier terme de la récidive, sanction prononcée par quelque instance disciplinaire compétente que ce soit avant que la deuxième infraction ne soit commise.

A noter qu'il importe peu qu'elle n'ait pas été exécutée (sursis). Par contre, un acquittement ne peut servir de premier terme.

Le second terme

Pour qu'il y ait récidive, il faut ensuite qu'une nouvelle sanction qui constitue le deuxième terme de la récidive, soit prononcée et qu'elle soit d'au moins une suspension ferme d'un mois. L'avertissement ne peut constituer le second terme d'une récidive, mais uniquement le premier.

Correspondance entre les deux termes

Pour qu'il y ait récidive, il faut enfin une certaine correspondance entre les deux termes : la nature des infractions et le délai écoulé depuis la première infraction :

- Du point de vue de la nature des infractions, la récidive disciplinaire est dite spéciale car il faut que la seconde infraction soit identique ou apparentée à la première.
- Du point de vue du délai écoulé, la récidive disciplinaire est dite temporaire car il faut que la nouvelle sanction se situe à l'intérieur d'un délai de trois ans après la première sanction. Passé ce délai, l'état de récidive n'existe plus, il n'y a plus récidive mais réitération d'infractions.

Effets de la récidive

L'état de la récidive constitue une cause d'aggravation de la sanction. Est-ce dire que la commission de discipline va pouvoir modifier les minima et les maxima prévus par le code de discipline ? Non, puisqu'une telle modification est de la compétence exclusive de la Fédération.

Pour une infraction déterminée, la commission devra infliger au récidiviste une sanction dont le taux sera compris entre la sanction première et un maximum qui reste celui prévu par la Codification des sanctions.

VII.- LA REITERATION D'INFRACTIONS

Il y a réitération d'infractions lorsque, après une première infraction ayant donné lieu à une sanction définitive, **l'auteur en commet une nouvelle de nature différente de la première ou hors du délai de trois ans prévu en matière de récidive**

Les infractions commises en réitération sont traitées comme des infractions uniques. Le fait de la réitération n'exerce aucune influence sur la mesure de la sanction applicable à la seconde.

VIII.- LE CONCOURS REEL D'INFRACTIONS

Les conditions

Il y a concours réel d'infractions lorsque, au moment où la seconde infraction a été commise, la première n'avait pas encore donné lieu à une sanction définitive : exemple : le refus de se plier à une décision de l'arbitre suivie de menaces, se trouvent en concours réel, de même le scandale que l'on poursuit et un précédent scandale non encore sanctionné.

Les conséquences

La sanction la plus forte est seule prononcée. Il y a confusion des sanctions. Si les circonstances faisaient que plusieurs sanctions aient été prononcées pour plusieurs infractions en concours réel, ces sanctions se confondraient les unes aux autres **jusqu'à concurrence de la sanction la plus forte**. Dans l'un et l'autre cas, seule la sanction la plus forte sera finalement exécutée.

Mais que va-t-il se passer en cas de récidive ?

Si la récidive concerne l'infraction ayant entraîné la sanction la plus forte, c'est cette sanction qui constitue le premier terme de la récidive.

Par contre, si la récidive concerne une autre infraction dont la sanction n'a pas été prononcée parce que confondue dans la plus forte, le premier terme de la récidive demeure incertain :

Pour tourner cette difficulté, la commission fixera tout d'abord toutes les sanctions, chacune s'appliquant respectivement à chaque infraction en concours réel, suivant les règles précédemment exposées pour la mesure de la sanction en cas d'infraction unique, mais ne prononcera et notifiera finalement que la sanction la plus forte de façon que seule cette dernière soit effectivement exécutée.

La justification

A noter que la notion du concours réel d'infractions est une notion de droit pénal, ainsi que celle de la confusion des peines.

Le concours réel d'infraction aboutit donc à une minoration de la répression qui se justifie :

➤ **soit** que l'on considère que la responsabilité du coupable est moins grande lorsque les infractions ont été commises successivement ou dans un laps de temps assez court que si elles avaient été commises à des moments différents,

➤ **soit** que l'on considère que le coupable n'a pas à pâtir de la lenteur et du mauvais fonctionnement des instances disciplinaires qui ont fait que la première infraction n'a pas été découverte et poursuivie en temps voulu.

IX.- L'EXECUTION DES SANCTIONS

En l'absence de voie de recours, ou après l'expiration des voies de recours, le Comité Directeur de l'instance concernée doit assurer le contrôle de l'exécution de la sanction prononcée.

Le Comité Directeur doit :

- ✚ en cas de sanction administrative, veiller à ce que la sanction soit bien exécutée et, le cas échéant, procéder au retrait des cartes d'administrateur ou d'arbitre
- ✚ s'assurer, s'il y a lieu, du remboursement par les coupables des sommes indûment perçues
- ✚ veiller au recouvrement des pénalités pécuniaires
- ✚ tenir à jour un fichier disciplinaire
- ✚ informer les dirigeants des sanctions qui ont été prises, des éventuels recours, et, en cas d'appel, des décisions prises par les commissions régionales ou nationales de discipline afin de s'assurer que la Ligue a bien été informée de la décision intervenue.